
Arménie et Turquie : Les protocoles de la division

Description

Les deux protocoles d'amitié et de bon voisinage, signés le 10 octobre 2009 en présence des «parrains» États-Unis, européens et russe, représentent les premières promesses d'une réconciliation fragile mais décisive par les deux gouvernements turc et arménien, malgré nombre de mécontentes.

Les deux Parlements doivent les ratifier, aucune date n'est encore prévue. Cette tentative de normaliser les relations turco-arméniennes remettra sans aucun doute en question l'équilibre géopolitique régional.

Depuis ce qu'il est désormais convenu d'appeler «la diplomatie du football», suite à la visite du président turc Abdullah Gül à Erevan lors d'un match qualificatif en septembre 2008, la Turquie et l'Arménie ont, à l'instar de la nouvelle diplomatie russo-américaine, remis leur compte à zéro. Ces deux voisins tentent de normaliser des relations longtemps bloquées par la Turquie qui, du fait du conflit au Haut-Karabagh, a fermé sa frontière avec l'Arménie en 1993. De son côté, l'Arménie entretient un lourd contentieux avec la Turquie depuis le massacre organisé de plus d'un million d'Arméniens en 1915, génocide toujours nié par Ankara. Placée sous double embargo azerbaïdjanais et turc, l'Arménie enclavée, alliée de la Russie, dépend donc de la Géorgie, qu'elle juge instable, et de l'Iran, lui-même isolé sur le plan international. Ce réchauffement lui permettrait d'ouvrir une «troisième fenêtre sur le monde»^[1]. La réception de ces protocoles a fait couler beaucoup d'encre. Alors que la communauté internationale, Europe et États-Unis en tête, applaudit, les politiciens et populations turcs et arméniens (mais pas seulement) sont partagés.



Les signataires

Le gouvernement arménien, qui se veut pragmatique, affirme que l'Arménie tirera profit à long terme de ce rapprochement. L'affaiblissement de la Géorgie depuis le conflit d'août 2008 lui permet de se révéler interlocuteur incontournable dans la région, notamment pour le tracé des oléoducs en projet (Nabucco, ITGI). Malgré la promesse d'une reprise séparée des négociations avec l'Azerbaïdjan sur le conflit du Haut Karabagh, les partis d'opposition en Arménie *Dachnaksoutioun* et *Héritage*, opposés au rapprochement sous cette forme, rejettent les protocoles. Toutefois, ces derniers ne disposent que de 23 sièges au Parlement, alors que le parti au pouvoir en détient 64 (sur 121). Selon le *Dachnaksoutioun* (parti révolutionnaire historique), à l'origine de manifestations massives à Erevan, les deux protocoles mèneront irrémédiablement à faire de l'Arménie «*un Ani-me vilayet turc*». Outre la crainte d'une ingérence de la Turquie, super puissance économique régionale, ces opposants au rapprochement dénoncent la substitution d'une politique morale à visage humain (*Moralpolitik*) par une froide *Realpolitik*.

Par ailleurs, la Turquie cherche à prouver à la communauté internationale sa capacité à jouer un rôle de médiateur qui se veut incontournable dans la région caucasienne^[2], à l'égale de la Russie, son partenaire économique et diplomatique. La feuille de route qu'incarnent les protocoles peuvent se comprendre comme une étape dans la nouvelle politique diplomatique engagée par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, partisan du «*zéro conflit*» aux frontières turques. Paradoxalement, ce même ministre faillit faire capoter la séance de signature le 10 octobre: son discours, annulé au dernier moment, abordait le génocide des Arméniens en des termes non diplomatiques. C'est donc pratiquement grâce à l'intervention insistante de Hillary Clinton (Etats-Unis) et de Sergueï Lavrov (Russie) que les protocoles ont été signés, dans une ambiance de crispation palpable.

Cet incident étouffe toutefois bien des aspects étonnants de cette normalisation à «*au forceps*». S'ils inscrivent dans une logique louable de *Realpolitik* censée mettre progressivement fin à l'embargo sur l'Arménie, ils n'évitent que partiellement les deux écueils majeurs que sont la reconnaissance du génocide des Arméniens et la sortie du conflit au Karabagh. En effet, alors qu'aucune mention n'y est faite du conflit gelé du Karabagh, dont la résolution n'est donc pas une condition préalable, les gouvernants turcs soulignent dans les médias la «*conditionnalité*» de sa résolution pour ratifier lesdits protocoles. Ces discours, destinés à rassurer les opposants au rapprochement, viennent envenimer une situation pourtant très fragile.

Les réfractaires

Les Arméniens opposés aux protocoles dénoncent un «*jeu de dupes*». Selon l'historienne Claire Mouradian, «*le nouvel 'axe Ankara-Moscou' qui se dessine en arrière-plan risque, comme en 1921, de sacrifier les intérêts du Caucase du Sud en général et de l'Arménie en particulier*». Outre la reconnaissance définitive de ses frontières et une brèche dans la solidarité entre Erevan et la diaspora, «*la Turquie y a obtenu de faire de la réconciliation du génocide un sujet de controverse et un enjeu d'histoire et non plus de justice pour ce crime ultime, tandis que la promesse, encore à appliquer, d'ouverture des frontières lui vaut déjà un certificat de bonne conduite de l'Union européenne*». Toujours après elle, la Russie y trouve une occasion supplémentaire d'écarteler les Etats-Unis et l'Europe du réajustement des affaires régionales et d'alimenter encore les divergences entre les Républiques, empêchant toute entente

régionale qui seule pourrait conforter des indépendances déjà fragiles et toute relatives[3]. Une pétition toujours en circulation rassemble ces mécontents et dénonce le nationalisme turc décrit comme «consubstantiel» de l'Etat turc, tout en niant la légitimité des autorités arméniennes à brader si bon compte l'histoire du génocide, «de l'histoire duquel la Diaspora reste dépositaire»[4]. A l'étranger, le mouvement «Stop the protocols» a été massivement suivi par les opposants de la diaspora (7 millions d'Arméniens, qui comptent pour 9% du PIB arménien en 2009) au moment de la tournée mondiale du président arménien Serge Sarkissian, en quête de soutien international avant la signature. Ce dernier, impassible, a froidement rappelé que la question du génocide ne serait l'objet d'aucune spéculation.

Côté turc, l'opposition et une partie de la population turque se sont aussi inscrites en faux contre ce rapprochement, par solidarité avec l'Azerbaïdjan, alliée traditionnelle de la Turquie. Elles dénoncent la soif de «vengeance» des Arméniens arc-boutés sur les massacres du début du XX^e siècle et accusés d'être eux-mêmes les «génocidaires» des Turcs et des Azéris. Les députés du parti minoritaire *Mouvement nationaliste* turc rejette les protocoles qui sacrifient la cause des «frères Azéris», amputés de 20% de leur territoire par l'occupation du Karabagh. Mais aussi, le parti au pouvoir, l'AKP de Recep Tayyip Erdogan, domine le Parlement. Cependant, pour ne pas se couper totalement d'une population turque peu habituée de tels discours perçus comme arménophiles, le gouvernement et les diplomates turcs répètent que l'ouverture des frontières est un processus de longue haleine et que rien ne sera fait sans négociations sur le statut du Karabagh, jouant ainsi sur les non-dits des protocoles. La ratification, supposée acquise, semble devoir d'abord passer par l'approbation de son acceptation par les Turcs.

! et leurs voisins

A Bakou, les actions au rapprochement turco-arménien ont choqué les Turcs : les drapeaux turcs du cimetière des martyrs ont été mis en berne, avant d'être finalement relevés. Pourtant le Premier ministre turc R. T. Erdogan et d'autres personnalités politiques turques n'ont eu de cesse de rassurer Bakou que la Turquie «tiendra sa promesse» sur le respect de son intégrité territoriale. Beril Dedeoglu, directrice des Relations internationales à l'université de Galatasaray, tempère toutefois : «Il est évident désormais que la Turquie ne soutiendra pas inconditionnellement l'Azerbaïdjan»[5]. L'Azerbaïdjan, en guerre contre les Arméniens du Karabagh et devant faire face aux centaines de milliers de réfugiés de cette région, vit mal ce mariage arrangé qui pourrait lui faire perdre le Haut Karabagh, de facto indépendant. Des déclarations récentes avaient cependant laissé espérer une évolution positive des relations bilatérales entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan[6]. L'influence des Russes et des Turcs sur le devenir de ce conflit gelé pourraient alors reprendre dans ce nouveau contexte.

De son côté, le Haut Karabagh, enclave arménienne en Azerbaïdjan, indépendant de facto, est aussi divisé. Hovann's Guvorkian, représentant du Karabagh en France, explique que la classe politique locale se réjouit de ce rapprochement, par attitude pragmatique, parfaitement consciente que tout repose sur une confiance des plus fragiles envers la Turquie[7]. A l'opposé, plusieurs organisations représentant la société civile locale rejettent les protocoles, sans pourtant manifester comme les autres partisans du non. Si cette opposition semble passive, c'est surtout, précise H. Guvorkian, que le Haut Karabagh, en situation de guerre, cherche à éviter de

prêter le flanc aux Azerbaïdjanais en exhibant des scissions politiques préjudiciables. Et de citer le rapport de la FIDH, selon lequel «*On assiste dans cette République à une forme d'autocensure collective en matière de libertés individuelles au nom de l'intégrité nationale*» [8]. L'opposition aux protocoles, prudente mais bien réelle, s'est ainsi contentée de lettres ouvertes en guise de protestation *soft*.

Enfin, pour l'Arménie enclavée, la Géorgie représente une zone de transit vitale. Privée d'accès à la mer, les échanges commerciaux en direction et en provenance d'Arménie passent par les routes et les ports géorgiens moyennant des taxes qui alimentent le budget géorgien. En cas d'ouverture de la frontière turco-arménienne, la Géorgie sera certainement lésée: contraction du transit via son territoire signifie fonte des revenus. Le gouvernement arménien se rève déjà plateforme incontournable des échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe. Cette réalité économique effraye les analystes géorgiens. Les uns affirment que ce rapprochement est une stratégie commune à la Russie, la Turquie et l'Arménie afin d'affaiblir les deux républiques «*rebelles*» que sont la Géorgie et l'Azerbaïdjan. D'autres estiment que ce réchauffement est un projet américain, qui cherche à remplacer l'instable Géorgie par l'Arménie dans le but d'approcher l'Iran par l'Arménie.

Les deux protocoles, actes historiques, sont en attente d'une éventuelle ratification par les deux parlements, instances en principe représentatives des peuples turcs et arméniens. Difficile de prédire s'ils seront les protocoles de «*l'espoir*» ou de «*la honte*». Dans le doute, l'Arménie et la Turquie doivent-elles suivre l'appel Ara Toranian, directeur de la revue *Nouvelles d'Arménie*, qui milite pour une politique audacieuse des uns et des autres, au nom du «*Qui ne risque rien n'a rien*» [9].

Notes :

- [1] Serguey Markedonov, «*Les protocoles de l'espoir*» (en russe), polit.ru, 16.10.2009
- [2] S. Tournon, «*Une 'plateforme de Stabilité' pour un Sud Caucase mieux intégré*», *Regard sur l'Est*, 19.08.2009.
- [3] Entretien du 27 octobre 2009
- [4] Voir le site votch.org, crûment pour recueillir les signatures contre les protocoles
- [5] Beril Dedeoglu «*Opening to Syria, Armenia and beyond*», *Today's Zaman*, 17.10.2009
- [6] Sébastien Gobert, «*Haut Karabagh: vers une paix russo-turque?*», *Regard sur l'Est*, 15.06.2009.
- [7] Entretien du 22 octobre 2009
- [8] Fédération Internationale des Droits de l'Homme, «*Azerbaïdjan : La République du Haut Karabagh : Autodétermination inachevée et impact sur les droits de l'Homme*», 29.04.2003, sur leur site fidh.org
- [9] Ara Toranian, «*Qui ne risque rien n'a rien*», *Nouvelles d'Arménie*, 7 octobre 2009.

Par Sophie TOURNON

Vignette : president.am

244x78

Image not found or type unknown

date crée

01/11/2009

Champs de Méta

Auteur-article : Sophie TOURNON